



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S ARPADIS-GONDECOURT des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GONDECOURT

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement, notamment l'article R 512-31 ;

VU les actes réglementant les activités, au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement, de l'établissement sis rue du Marais B.P n°23 59266 GONDECOURT, de la société CATRY devenue société ARPADIS-GONDECOURT, dont le siège social est situé à la même adresse ;

VU le récépissé de déclaration du 18 décembre 2007 donnant acte à la société ARPADIS-GONDECOURT rue du Marais à GONDECOURT, de la déclaration de reprise d'exploitation, à compter du 27 septembre 2007, à GONDECOURT, rue du Marais, des activités de fabrication de peintures et vernis précédemment exploitées par la société CATRY à la même adresse ;

VU le rapport du 14 janvier 2008 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que lors de l'inspection réalisée sur place par ledit service, il est apparu que la société ARPADIS-GONDECOURT qui stocke sur son site de GONDECOURT, de grandes quantités de peintures et de déchets de fabrication sous forme de fûts et cubitainers amovibles, ne peut indiquer l'état de ses stocks en temps réel et ne peut déterminer la nature précise de ses stockages, l'étiquetage étant anarchique (et donc connaître les risques associés) ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 février 2008 ;

CONSIDERANT qu'il n'existe aucune règle de gestion ou de stockage des différents contenants du dépôt sus-indiqué et qu'il n'est pas rare que deux produits incompatibles soient stockés côte à côte ;

CONSIDERANT que les rétentions sont dans un état très dégradé ;

CONSIDERANT que le plan des réseaux n'est pas mis à jour ;

CONSIDERANT qu'en cas d'incendie des stockages mentionnés plus haut, ces éléments constitueraient des facteurs aggravants ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions complémentaires à la société ARPADIS-GONDECOURT, pour remédier à cette situation ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société ARPADIS-GONDECOURT, dont le siège social est situé rue des Marais, Boîte Postale n°23, 59266 GONDECOURT, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à la même adresse.

ARTICLE 2 – PLAN DES RESEAUX :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit, notamment, faire apparaître :

- ↳ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- ↳ les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- ↳ les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- ↳ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...) ;
- ↳ les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 3 – INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'Article R 231-53 du Code du Travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, sont constamment tenus à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des Services de Secours.

ARTICLE 4 – ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES :

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l, les fûts, réservoirs et autres emballages portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 5 – ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 6 – REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION :

L'exploitant rédige une consigne écrite définissant les règles générales de gestion des stockages en rétention sur son site. Celle-ci est déclinée par zones de danger telles que définies à l'article 5.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

ARTICLE 7 – ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES :

Si les substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident ne sont pas recyclées en production, celles-ci sont éliminées en tant que déchets dans une installation régulièrement autorisée à cet effet. L'exploitant tient à la disposition des Installations Classées les bordereaux de suivi de déchets correspondants.

ARTICLE 8 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 9 – EXECUTION DE L'ARRETE :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de GONDECOURT,

- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de GONDECOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le **05 MAI 2008**

Le préfet,



Pour le Préfet,
le Secrétaire Général


Pierre-André DURAND